

ARRETE MUNICIPAL

Le MAIRE,

VU le code des communes, notamment les articles L 131 1 à L 131 4

VU le code de la route,

VU le code pénal,

VU la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n°82.623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU la circulaire n°86.230 du 17 juillet 1986 relative à l'exercice du pouvoir de la police par le maire en matière de circulation routière,

VU le décret n°86.475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et l'instruction municipale, livre 1 huitième partie, signalisation temporaire pris en vertu de son article 1 et approuvé par arrêté interministériel du 15 juillet 1975.

Considérant que les travaux de la société SOBECA, relatifs à des travaux d'ouverture en tranchée pour réparation ponctuelle du réseau France Telecom, rue de la Place, vont nécessiter, tant pour le bon déroulement des travaux que pour la sécurité des usagers, des restrictions particulières de circulation, il s'avère nécessaire de mettre en place une circulation alternée et une interdiction de stationner et de dépasser pendant la réalisation des travaux du 20 novembre 2017 jusqu'au 6 décembre 2017.

ARRETE

Article 1^{er} : la circulation rue de la Place sera alternée par feux tricolores si nécessaire.

Article 2 : le stationnement sera interdit et la vitesse réglementée au droit de l'emprise des travaux.

Article 3 : Toute la signalisation réglementaire et la nécessité d'adapter la signalisation existante, seront réalisées par l'entreprise qui effectue les travaux soit la société SOBECA.

Article 4 : les travaux devront se conformer au règlement de voirie en vigueur sur la commune notamment sur les chapitres relatifs à l'occupation de voirie.

Article 5 : le présent arrêté est applicable pour la période du 20 novembre 2017 jusqu'au 6 décembre 2017, à partir de 8h jusque 18h.

Article 6 : les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément au règlement en vigueur.

Article 7 : ampliation du présent arrêté sera adressé :

- Monsieur le Chef de la Brigade de gendarmerie d'Estrées-Saint-Denis

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans la commune.

Fait à Vignemont, le 16 novembre 2017

Le Maire,

Serge GREUGNY

